

# Comment la Suisse est devenue une plaque tournante du négoce

Un cinquième environ des matières premières circulant sur le marché mondial sont négociées en Suisse. Comment ce pays enclavé est-il devenu une plateforme d'échange mondiale ? *Lea Haller*

**Abrégé** Coton, café, céréales, minerai de fer, pétrole : les matières premières sont la meilleure illustration d'une économie mondialisée. Les intermédiaires veillent à ce qu'ils soient acheminés des pays d'origine aux pays acheteurs, où ils sont vendus avec profit. Un petit pays au cœur de l'Europe est notamment devenu un point névralgique de ce commerce intermédiaire – pas fondamentalement grâce à l'audace de ses marchands, mais plutôt en raison de conditions politiques et économiques avantageuses. Si l'État n'est guère décisif par rapport aux flux de marchandises qui transitent ailleurs que par la Suisse, il l'est très certainement à l'égard des flux d'argent.

**L**e banquier français Christian Weyer s'est intéressé au problème du financement des matières premières au début des années 1970. Il dirigeait la succursale genevoise de la banque d'affaires Paribas. Ancien opérateur chez le négociant en matières premières Tradax, il connaissait l'enjeu : sans prêts bancaires, le commerce mondial ne fonctionne pas. Or, les banques sont généralement conservatrices : avant d'accorder un prêt, elles vérifient la solvabilité de l'emprunteur. Les affaires à court terme et à forte intensité de capital ne peuvent toutefois pas fonctionner avec de telles procédures bureaucratiques. Les spécialistes ont vu une intéressante opportunité commerciale se présenter lorsque les pays exportateurs de pétrole ont nationalisé la production d'or noir, augmenté les prix et réduit la production. Le choc pétrolier de 1973 a non seulement déclenché une récession dans les pays industrialisés, mais également donné naissance à de nouveaux modèles transactionnels pour le financement du commerce des matières premières.

## Les « maîtres des flux de capitaux »

C'est en considérant les sociétés de commerce non seulement comme des négociants de

marchandises, mais également comme des professionnels du financement – comme les « maîtres des flux de capitaux » – que l'on comprend pourquoi un petit pays enclavé comme la Suisse a pu devenir un acteur majeur. Car si le commerce des matières premières est une activité relativement conservatrice – les mêmes matières premières sont toujours achetées et revendues dans un autre coin du monde –, les flux financiers sont en revanche très dynamiques. Les besoins élevés de capitaux, les problèmes de change, les dévaluations monétaires, les fluctuations de prix et les contrôles étatiques des capitaux ont toujours causé des maux de tête aux opérateurs, tout en offrant des possibilités d'innovation et d'utilisation ciblée des avantages géographiques.

Jusqu'au début des années 1970, il était d'usage de vendre du pétrole dans le cadre de contrats d'approvisionnement à long terme. Après la disparition de l'oligopole pétrolier occidental, des commerçants inspirés ont eu l'idée de négocier le pétrole comme d'autres matières premières, « sur place », dans une période d'exécution de quelques jours. Marc Rich, qui travaillait alors en Espagne pour le géant américain des matières premières Philipp Brothers, est passé maître en la matière. Il s'est associé à Pincus Green, son collègue de la succursale Philipp Brothers de Zoug spécialisé dans la logistique. Le banquier de Paribas Christian Weyer avait quant à lui la solution au problème de financement.

Marc Rich avait besoin de 100 millions de dollars pour une affaire de pétrole iranien. Cette opération ne pouvait pas être financée par un prêt standard. Elle l'a donc été au moyen d'une lettre de crédit (ou accreditif), un ancien





La mine de fer du mont Tom Price,  
en Australie.



instrument contractuel remis en service par Christian Weyer pour le commerce des matières premières. L'accréditif régit les risques d'exécution entre la société commerciale et l'acheteur, la compensation des risques s'effectuant grâce à des documents représentant les marchandises. La banque qui émet l'accréditif s'engage à ne transmettre les documents à l'importateur que s'il a effectué le paiement à la banque ; elle libère le paiement à la société commerciale uniquement contre remise de ces documents. La banque prête ainsi l'argent à la société commerciale sur la base non plus de son bilan et de sa solvabilité, mais de la valeur de la cargaison, que la banque détient tant qu'elle dispose du document représentant les marchandises.

Ce sont ces solutions de financement qui ont rendu possibles les accords exclusifs. À l'époque, il était déjà évident que les relations jouent un rôle primordial dans le commerce mondial – que ce soit avec les producteurs de matières premières, les acheteurs et les financiers, mais également les intermédiaires et les

fonctionnaires locaux, les juristes d'affaires, les autorités fiscales et les diplomates.

## Des services invisibles

L'émergence de la Suisse comme plaque tournante du commerce des matières premières a commencé au XIX<sup>e</sup> siècle. Des marchands disposant de capitaux se sont rendus en Inde, en Afrique et en Asie du Sud-Est pour étudier les possibilités d'exportation. La Suisse les a soutenus non pas à l'aide d'une armée coloniale, mais par des traités. En février 1864, elle a été le septième pays (après plusieurs grandes puissances) à conclure un traité d'amitié et de commerce avec l'Empire du Japon, contraint d'ouvrir son économie face aux canonnières américaines. Un coût de 100 000 francs avait été budgété pour la mission diplomatique menée par le Neuchâtelois Aimé Humbert, dont 40 000 francs pour les seuls présents de courtoisie. Le jeune commerçant zurichois Caspar Brennwald y a participé en tant que secrétaire,

Le négociant en matières premières Marc Rich s'est distingué dans son domaine. Il pose ici en 1986 à Zoug avec sa femme à l'époque, Denise Eisenberg Rich.



avant de fonder un an plus tard la société commerciale Siber & Brennwald à Yokohama avec son associé Hermann Siber.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs poids lourds du commerce mondial des matières premières avaient déjà leur siège ou une agence en Suisse – à l'instar de la filiale de Siber & Brennwald. On peut notamment mentionner les sociétés spécialisées dans le coton Volkart et Reinhardt à Winterthur (ZH), la société de commerce de la soie Desco von Schulthess à Zurich, la Société commerciale de Bâle et le négociant en céréales André et C<sup>ie</sup> à Nyon (VD). Les marchandises échangées n'entraient pas en Suisse : seuls les capitaux correspondants y transitaient. Du point de vue helvétique, les sociétés de commerce exportaient un service. On appelle cette activité le commerce de transit<sup>1</sup>.

Les autorités ont longtemps ignoré que les revenus du commerce de transit soulageaient très fortement la balance des paiements de la Suisse, notoirement négative<sup>2</sup>. L'historien économique bâlois Fritz Mangold, le premier à collecter des chiffres sur le commerce de transit dans les années 1930, a relevé que le chiffre d'affaires de cette branche dépassait l'imagination, même celle des initiés<sup>3</sup>.

## La libération des années 1950

Les négociants suisses de matières premières ont profité de la stabilité politique du pays tout en utilisant les infrastructures coloniales des puissances européennes. Ils ont aussi bénéficié du fait d'avoir été épargnés par les deux guerres mondiales, de l'invention du trafic réglementé des paiements avec les pays à faible devise apparue dans le sillage de la crise économique du début des années 1930, ainsi que des privilèges fiscaux accordés aux sociétés holding. De plus, comme la Suisse s'est trouvée en marge

des organisations internationales après 1945, elle n'a pas eu à respecter les embargos.

En 1950, de hauts fonctionnaires suisses ont réussi à faire pression pour la libéralisation du « trafic invisible » (services) au sein de l'Union européenne des paiements (UEP), afin d'y inclure les bénéfices du négoce de transit. À une époque marquée par de fastidieux contrôles des capitaux, cette mesure d'allègement a été libératrice : des bénéfices du commerce de transit d'un montant de 28 millions de francs ont peu après été transférés des pays du Commonwealth vers la Suisse. Des sociétés étrangères de négoce de matières premières ont dans le même temps afflué, notamment dans la région lémanique.

L'historiographie s'est longtemps concentrée sur l'aspect physique du commerce, étudiant les chaînes de valeur des matières premières de la périphérie vers les centres très industrialisés. Elle a toutefois perdu de vue les flux d'argent. Or, les sociétés commerciales actives au niveau mondial ne sont en principe pas liées à un lieu particulier : ce sont les États dans lesquels ces sociétés ont leur siège qui constituent ici l'élément pertinent pour l'aspect financier de leur activité<sup>4</sup>. Le droit privé et les accords internationaux font que l'argent peut être transféré au-delà des frontières et investi en toute sécurité, qu'il est convertible en une monnaie stable et que ni les dettes ni les gains n'entraînent de coûts excessifs.



**Lea Haller**

Historienne, écrivaine et rédactrice en chef du magazine « NZZ Geschichte », Zurich

- 1 Haller (2019).
- 2 « Der Transithandel fehlt selbst », dans Halbeisen et al. (2012).
- 3 Mangold (1935), p. 15.
- 4 Pistor (2021).

## Bibliographie

Halbeisen P., Müller M. et Veyrassat B. (éd., 2012). *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*.

Haller L. (2019). *Geld- und Warenströme im globalen Kapitalismus*.

Mangold F. (1935). *Der Schweizerische Transithandel. Ergebnis einer Enquête*. Bâle, Verband Schweizerischer Transithandelsfirmen.

Pistor K. (2021). *Der Code des Kapitals. Wie das Recht Reichtum und Ungleichheit schafft*.